



LES RÉPUBLICAINS – VAL-DE-MARNE AUTREMENT



Politique du logement : l'État doit enfin écouter les élus locaux !

Le coût du logement pèse extrêmement lourd dans le budget des ménages et tout le monde convient que face à la rareté de l'offre, il serait inconcevable d'arrêter de construire, surtout en Ile-de-France.

Selon le dernier rapport annuel de la Fondation Abbé Pierre, **près d'un million de personnes en France sont aujourd'hui considérées comme « mal logées » ou sans domicile et que 12,1 M de personnes sont touchées à des degrés divers par la crise du logement.** Cette situation est bien évidemment préoccupante, les élus locaux en sont bien conscients.

Pour réduire ce qu'il est coutume d'appeler la « crise du logement », l'État pousse les villes à construire de plus en plus, le plus souvent en dépit des contraintes particulières des communes.

Contrairement à ce que voudrait faire croire l'État, qui n'hésite pas à stigmatiser les communes qu'il considère comme réfractaires, **les maires ne refusent pas de construire des logements, ni même des logements sociaux. Ils s'inquiètent seulement des transformations trop rapides de leurs villes** qui entraînent de nombreuses problématiques devant lesquelles l'État reste sourd.

Le choc de l'offre de logement doit s'intégrer dans le cadre d'un **projet global d'aménagement qui nécessite une réflexion sur l'emploi, les transports, les activités commerciales et de loisirs.**

Comment comprendre que l'État encourage les villes à construire autour des gares du Grand Paris Express, alors même qu'il repousse l'échéance de sa construction d'années en années ?

Comment comprendre que l'État pousse la commune d'Ormesson-Sur-Marne à construire toujours plus de logements, alors que dans le même temps, il est incapable de financer les infrastructures de transports et les équipements publics absolument nécessaires au développement de la ville et à ses habitants ?

Comment comprendre que l'État n'a cessé de réduire les dotations aux communes, qui doivent entretenir ou construire de nouvelles infrastructures (écoles, gymnases, voiries...) pour répondre à ces augmentations de population trop rapides ? Alors que dans le même temps l'État n'a cessé de restreindre les services publics dans nos communes : mutualisation des commissariats, fermeture de bureaux de poste, recul de l'accueil dans les centres de la sécurité sociale.

Les maires sont en colère parce qu'au lieu d'être un partenaire, **l'État est devenu un simple donneur d'ordres, qui distribue unilatéralement les bons et les mauvais points.**

S'agissant de la politique du logement social, là encore l'État manque d'écoute et de cohérence pour répondre aux réalités territoriales de nos communes.

Dernier exemple en date, la loi logement Élan a exempté les communes de moins de 3 500 habitants de l'obligation de construire 25% de logements sociaux. Cet assouplissement est une bonne chose ; Les Républicains portent cette proposition depuis longtemps.

Mais parce qu'elle appartient à la métropole du Grand Paris, la commune de Périgny-sur-Yerres (2 662 habitants) a été exclue du dispositif : alors même que 65 % de la commune se trouvent en zone agricole

inconstruite (protégée par le Front urbain d'intérêt régional, ainsi que par un périmètre régional d'intervention foncière). Cette décision est parfaitement incompréhensible.

Par ailleurs, **l'État doit être juste et équitable en matière de mixité sociale.** Il ne peut pas d'un côté stigmatiser les villes déficitaires en logements sociaux, leur infliger des amendes importantes ou les priver de leur quota d'attribution de logements sociaux, et d'un autre côté, fermer les yeux sur les villes qui en ont beaucoup trop, comme dans le Val-de-Marne. Nous attendons donc une réaction tout aussi énergique de l'État face à ces communes qui selon une expression utilisée par Manuel Valls « ajoutent de la pauvreté à la pauvreté ».

En définitive, le ras-le-bol des élus locaux n'est que la traduction du ras-le-bol de la population, **tous las de voir s'ériger devant eux un pouvoir technocratique qui ne comprend pas et qui ne se préoccupe pas de la vie quotidienne des territoires et de ses habitants.**

Engager le débat est une chose, agir concrètement pour améliorer la vie quotidienne en est une autre, et c'est aujourd'hui ce qu'élus et citoyens attendent du Président. ■

Olivier CAPITANO, Jean-Daniel AMSLER, Karine BASTIER, Paul BAZIN, Fernand BERSON, Laurence COULON, Chantal DURAND, Hervé GICQUEL, Emmanuel GILLES de la LONDE, Pierre-Jean GRAVELLE, Patricia KORCHEF-LAMBERT, Françoise LECOUFFLE, Jean-François LE HELLOCO, Deborah MÜNZER, Marie-France PARRAIN, Marie-Christine SÉGUI, Nicolas TRYZNA, Julien WEIL, Métin YAVUZ

Écrivez-nous sur : groupe-lesrepublicains-valdemarne-autrement@valdemarne.fr

Réseaux sociaux : Likez et faites liker notre page www.facebook.com/94autrement